



AMBASSADE DE FRANCE EN AUSTRALIE
SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL

La déléguée à Sydney

Le 1^{er} février 2018

Affaire suivie par : Vanessa BONNET

Revu par : Christophe BORIES

NOTE

Objet : La Nouvelle-Zélande : un marché lointain mais un potentiel à saisir dans les infrastructures.

Le nouveau gouvernement du Premier ministre, M^{me} Jacinda Ardern, a confirmé les ambitions de ce petit pays de 5 millions d'habitants en matière d'infrastructures. Si la capitale économique Auckland se trouve naturellement avec ses 1,4 million d'habitants au cœur de ce programme, l'ensemble du territoire est visé. Certaines annonces devront encore se concrétiser, notamment dans leur volet financement, mais les projets de mobilité urbaine semblent en très bonne voie.

1. Le gouvernement de Jacinda Ardern a renforcé un programme déjà ambitieux d'investissements massifs dans les infrastructures. Le chantier du nouveau gouvernement s'annonce immense pour relever les défis sociaux et financiers que pose le déficit d'infrastructures du pays, en particulier à Auckland. La capitale économique bénéficie des effets positifs d'une démographie dynamique, mais faute d'anticipation de l'impact sur ses équipements, se trouve aujourd'hui confrontée à des difficultés de mobilité, de logement et de capacité de financement des nombreux projets nécessaires. Les attentes de la population créent une pression très forte sur le politique, qui fait du sujet de la mobilité l'une de ses priorités. L'annonce gouvernementale en 2015 d'un investissement annuel de 11 Mds NZD (6,4 Mds€) jusqu'en 2025, dont 10% seraient destinés à Auckland, a été très médiatisée et reste endossée par le nouveau gouvernement aux affaires depuis octobre 2017. Au total, plus de 100 Mds NZD (59,3 Mds€) seraient donc investis, s'ajoutant à un total d'actifs existant estimé à 220 Mds NZD (130,6 Mds€). Tous les secteurs sont couverts, le transport – rail, routes, ports, aéroports – concentrant la moitié des investissements, suivi par l'eau, les télécommunications et l'énergie. La construction, notamment de logements résidentiels et d'équipements hôteliers, devrait par ailleurs fortement se développer en raison d'une pression foncière croissante, principalement à Auckland. Selon les estimations, cette ville accueillerait en effet chaque semaine 825 nouveaux résidents et autant de véhicules. Le plan pour les infrastructures publié en 2015 par le Trésor¹ sera révisé cette année à la lumière des priorités du nouveau gouvernement.

2. Le développement urbain durable est la grande priorité. Faiblement peuplé, divisé entre deux îles principales et s'étendant sur 2000 km du Nord au Sud, le pays s'est tourné vers l'aéroportuaire régional et la route, et a peu investi dans le rail (7% des investissements contre 12% en moyenne mondiale). Pour modifier cet équilibre, un projet de train rapide entre Auckland, Hamilton et Tauranga a ainsi été annoncé par le gouvernement. Le projet phare d'extension du réseau de métro à Auckland, le *City rail link*, financé par la ville et l'Etat à parité pour 3 Mds NZD (1,7 Md€), fera l'objet en mars 2018 d'un appel d'offres pour le lot le plus important (design/construction des tunnels et stations) sur lequel une entreprise française semble bien positionnée, pour une attribution en 2019. D'autres appels d'offres suivront, le gouvernement ayant annoncé un effort supplémentaire de 3,3 Mds NZD (1,9 Md€) dans les transports à Auckland sur 20 ans, susceptible de financer notamment un tramway entre le centre et l'aéroport (estimé à 1 Md NZD, soit 592,7 M€). Un second projet de tramway est du reste évoqué pour la capitale, Wellington. Auckland pourrait également développer une flotte de véhicules électriques en partage. Par ailleurs, la gouvernance par les collectivités locales du secteur de l'eau est remise en cause, la gestion étant très inégale en raison de réglementations limitées. La situation a atteint un niveau critique avec des secteurs où l'eau est considérée impropre à la consommation, ce qui pourrait susciter une réforme rapide, avec notamment la création d'une autorité régulatrice indépendante. Enfin, la transition vers la neutralité carbone crée des opportunités dans le secteur

¹ <http://www.infrastructure.govt.nz/plan/2015/nip-aug15.pdf>

des **énergies renouvelables** tandis que l'objectif d'un accès généralisé au haut débit d'ici 2025 ouvre des perspectives dans les **télécommunications**. Au total, les autorités estiment le marché de la construction à 24 Mds NZD (14,2 Mds€) pour la seule ville d'Auckland, et à 40 Mds NZD (23,7 Mds€) pour la reconstruction de Christchurch (suite au séisme de 2011).

3. Le programme d'infrastructures constitue un levier pour le développement de notre présence économique. L'expertise et le savoir-faire des entreprises françaises dans le développement de projets d'infrastructures de transport, d'énergie ou de traitement des eaux sont internationalement reconnus. Plusieurs axes d'action pourraient en faciliter la diffusion et leur positionnement sur le marché néo-zélandais. Dans l'ensemble des secteurs, le manque de capacité locale est important, et l'entrée de constructeurs étrangers sur le marché inévitable – le marché du BTP a notamment vu entrer ces dernières années les grands constructeurs français² de même que l'exploitation des transports³. Le soutien de nos groupes et filiales dans le secteur des transports sera essentiel. Enfin, le pays a développé seulement huit projets en partenariat public-privé (PPP), ce qui représente un bilan assez limité, mais le Trésor souhaite engager une réflexion plus dense autour du développement de projets en PPP, notamment dans les tramways. La valorisation de notre expertise dans ce domaine ferait sens.

En pratique, les prochains mois devront permettre d'approfondir nos relations avec le think tank *Infrastructure NZ*, qui alimente les autorités de travaux de réflexion menés par ses membres, issus des secteurs public et privé, et envisage une mission en France en 2019, après les Etats-Unis en 2018. La prochaine édition de son symposium *Buiding Nations* les 16 et 17 août 2018 à Auckland pourrait être du reste l'occasion de mobiliser l'expertise française. Plus largement, les secteurs des transports et de la construction pourront être au premier plan lors de la constitution de la délégation du MEDEF international qui pourrait accompagner le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, si sa visite se confirmait, en juin 2018. Les entreprises concernées pourraient ainsi développer leurs relations avec l'ensemble des acteurs de l'écosystème des infrastructures en Nouvelle-Zélande (cf. Annexe 1).

² Vinci a acquis, via sa filiale Solétanche-Freyssinet, la majorité de March Construction en 2012, puis Electrix (2000 employés) en 2014 et HEB Construction en 2015, trois entreprises du secteur de la construction.

³ Transdev opère le réseau de métro d'Auckland depuis 2004 et le réseau du grand Wellington depuis 2016.

ANNEXE 1 – PANORAMA DES ACTEURS PUBLICS & PRIVÉS DES INFRASTRUCTURES EN NOUVELLE-ZELANDE

ACTEURS	SECTEURS				
	Transport	Télécommunications	Energie	Eau & déchets	Construction
Institutions	Minister of Finance (<i>Grant Robertson</i>), Treasury				
	Minister for Economic Development (<i>David Parker</i>), ayant autorité sur le Ministry for Business, Innovation and Employment (<i>travaillant au total pour 14 Ministres</i>)				
	Minister for Infrastructure (<i>Shane Jones</i>)				
	Minister of Transport (<i>Phil Twyford</i>) Local governments	Minister of Broadcasting, Communications and Digital media (<i>Clare Curran</i>)	Minister of Energy and Resources (<i>Dr Megan Woods</i>)	Minister for the Environment (<i>David Parker</i>) Local governments	Minister of Housing and Urban Development (<i>Phil Twyford</i>) Minister for Building and Construction (<i>Jenny Salesa</i>)
Agences	New Zealand Trade and Enterprise ¹				
	Infrastructure NZ (think tank)				
	New Zealand Transport Agency ¹ Auckland Transport Kiwirail Holdings Limited (NZ railways corporation) ³ Maritime New Zealand ¹ Civil Aviation Authority of New Zealand ¹ Ports of Auckland	Commerce Commission ² Energy Efficiency and Conservation Authority ¹ Electricity Authority ²		Environmental Protection Authority ¹ Watercare (Auckland)	Housing New Zealand Corporation ¹
Principales entreprises	Downer				
	RCR Infrastructure				
	City Rail Link Limited ⁴ Transdev	Chorus Spark Crown Infrastructure Partners Datacom	Transpower Counties Power Vector		Fletcher March HEB construction NZ Strong Fulton Hogan CPB Contractors McConnell Dowell Hawkins Higgins
Principaux partenaires financiers	Fonds		Banques		
	Callaghan Innovation ¹ Capella Capital InfraRed Capital Partners Macquarie John Laing Tetris capital		CCB China Construction Bank ICBC Industrial and Commercial Bank of China Westpac ANZ MUFG (Bank of Tokyo Mitsubishi UFG) BNZ (Bank of New Zealand)		

¹ Crown agents | ² Independent Crown entities (ICEs) | ³ State owned enterprise | ⁴ Entreprise non listée majoritairement détenue par l'Etat.

ANNEXE 2 – LA PLACE DE LA NOUVELLE-ZELANDE DANS LE MONDE

<i>Classements internationaux 2017</i>	Nouvelle Zélande	France	Australie
IMD - <i>World competitiveness Yearbook</i>	16	31	21
WEF - <i>Global competitiveness report</i>	13	22	21
Banque mondiale - <i>Doing business</i>	1	31	15
A.T. Kearney - <i>Foreign direct investment confidence index</i>	23	7	9
Mercer – <i>Quality of Living index</i>	3 (Auckland)	38 (Paris)	10 (Sydney)
Economist Intelligence Unit - <i>Global Liveability Report</i>	9 (Auckland)	29 (Paris)	1 (Melbourne)